



AgEcon SEARCH
RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.

Le régime central d'accumulation d'après-guerre et la crise

Hugues Bertrand

Citer ce document / Cite this document :

Bertrand Hugues. Le régime central d'accumulation d'après-guerre et la crise. In: Économie rurale. N°138, 1980. pp. 16-21;

doi : <https://doi.org/10.3406/ecoru.1980.2715>

https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1980_num_138_1_2715

Fichier pdf généré le 08/05/2018

Abstract

In this article, the author tries to take a new look at the bases of the economic growth during the post-war period. Economic activities are divided into "productives sections " : in the first group are those (industrial, commercial, transportation) which contribute to investment (directly or indirectly : intermediary goods) ; in the second group those which provide consumption goods. Within this framework, the French post-war economy seems to be ruled by a " central accumulation regime ", based on a capitalist and capitalistic revolution of the production conditions in the consumption section, along with a corresponding mutation of the ways of life. These are the essential transformations and their weak dependancy on foreign economies, which are at work in the rapid increase of the accumulation rate (and the profit rate as well) which is observed during that period. These features would explain the original aspect of that period which the combination of a rapid growth in both the level of consumptions and the rate of accumulation.

In the second part of the sixties, the progressive shrinking of the wide field open to accumulation by these changes, the corresponding extention of the same field in the world, an active struggle of wage earners to increase their income share, contributed to limit the conditions favorable to this rapid growth. The oil shock then transformed a latent crisis, hidden in France by the 1969 devaluation and the following boom on exports, into an open and general crisis.

Résumé

Dans cet article l'auteur essaie de jeter un regard nouveau sur les fondements de la croissance d'après-guerre. Il répartit les activités économiques en " sections productives " ; d'un côté l'ensemble de celles (industrielles, commerciales, de transport) qui concourent, directement ou indirectement (biens intermédiaires), à l'investissement ; de l'autre, symétriquement, l'ensemble de celles qui assurent la consommation. L'observation de l'économie française d'après-guerre dans ce cadre d'analyse permet d'en proposer une interprétation sous la forme d'un " régime central d'accumulation d'après-guerre " fondé sur une révolution, capitaliste et capitalistique, des conditions de production dans l'ensemble des activités économiques liées à la consommation, et une mutation correspondante des modes de vie. Ce sont ces transformations économiques essentielles, le fait qu'elles se soient situées dans un cadre encore principalement national en rendant l'organisation plus aisée, simple et efficace, qui seraient à l'origine de l'élévation rapide du taux d'accumulation (et du taux des profits) au cours de cette période. Les caractéristiques expliqueraient ce trait original de la période qu'est la combinaison d'une progression très rapide du niveau de consommation et du taux d'accumulation. Au cours de la deuxième moitié des années 60, la contraction progressive du champ considérable ouvert à l'accumulation par ces transformations, l'extension rapide, en partie liée, de ce champ au niveau mondial, une lutte vigoureuse des salariés pour augmenter leur part du revenu national, devraient contribuer à limiter de plus en plus les conditions favorables à cette croissance élevée. Le choc pétrolier devait alors transformer une crise latente, voilée en France par la dévaluation de 1969 et le développement consécutif des exportations, en une crise ouverte et générale.

LE REGIME CENTRAL D'ACCUMULATION D'APRES-GUERRE EN FRANCE ET SA CRISE

Hugues BERTRAND

Direction de la Prévision, Ministère de l'Economie

Dans cet article l'auteur essaie de jeter un regard nouveau sur les fondements de la croissance d'après-guerre. Il répartit les activités économiques en " sections productives " : d'un côté l'ensemble de celles (industrielles, commerciales, de transport) qui concourent, directement ou indirectement (biens intermédiaires), à l'investissement ; de l'autre, symétriquement, l'ensemble de celles qui assurent la consommation. L'observation de l'économie française d'après-guerre dans ce cadre d'analyse permet d'en proposer une interprétation sous la forme d'un " régime central d'accumulation d'après-guerre " fondé sur une révolution, capitaliste et capitalistique, des conditions de production dans l'ensemble des activités économiques liées à la consommation, et une mutation correspondante des modes de vie. Ce sont ces transformations économiques essentielles, le fait qu'elles se soient situées dans un cadre encore principalement national en rendant l'organisation plus aisée, simple et efficace, qui seraient à l'origine de l'élévation rapide du taux d'accumulation (et du taux des profits) au cours de cette période. Les caractéristiques expliqueraient ce trait original de la période qu'est la combinaison d'une progression très rapide du niveau de consommation et du taux d'accumulation.

Au cours de la deuxième moitié des années 60, la contraction progressive du champ considérable ouvert à l'accumulation par ces transformations, l'extension rapide, en partie liée, de ce champ au niveau mondial, une lutte vigoureuse des salariés pour augmenter leur part du revenu national, devraient contribuer à limiter de plus en plus les conditions favorables à cette croissance élevée. Le choc pétrolier devait alors transformer une crise latente, voilée en France par la dévaluation de 1969 et le développement consécutif des exportations, en une crise ouverte et générale.

THE ' CENTRAL ACCUMULATION REGIME ' IN FRANCE, AND ITS CRISIS

In this article, the author tries to take a new look at the bases of the economic growth during the post-war period. Economic activities are divided into " productives sections " : in the first group are those (industrial, commercial, transportation) which contribute to investment (directly or indirectly : intermediary goods) ; in the second group those which provide consumption goods. Within this framework, the French post-war economy seems to be ruled by a " central accumulation regime ", based on a capitalist and capitalistic revolution of the production conditions in the consumption section, along with a corresponding mutation of the ways of life. These are the essential transformations and their weak dependancy on foreign economies, which are at work in the rapid increase of the accumulation rate (and the profit rate as well) which is observed during that period. These features would explain the original aspect of that period which the combination of a rapid growth in both the level of consumptions and the rate of accumulation.

In the second part of the sixties, the progressive shrinking of the wide field open to accumulation by these changes, the corresponding extention of the same field in the world, an active struggle of wage earners to increase their income share, contributed to limit the conditions favorable to this rapid growth. The oil shock then transformed a latent crisis, hidden in France by the 1969 devaluation and the following boom on exports, into an open and general crisis.

1. LE DEBAT SUR LA CRISE ECONOMIQUE

Les interrogations sur la nature des difficultés économiques actuelles sont nombreuses et graves. On ne saurait dire cependant qu'il existe réponse à la fois simple, satisfaisante et suffisamment générale à ces questions fondamentales. La difficulté est de taille et les réponses apportées par les économistes de toutes écoles sont variées, souvent contradictoires, elliptiques, rarement convaincantes. En France nom-

breux sont ceux qui n'envisagent que les seuls problèmes énergétiques bien que la plupart des indicateurs attestent des difficultés bien antérieures à la crise pétrolière. D'autres croient pouvoir établir une tendance à la décélération des gains de productivité apparente du travail : ils reçoivent le support de ceux pour qui l'extension rapide des activités tertiaires est le mal qui mine nos économies. L'examen des données chiffrées n'est pas véritablement décisif. Certains attribuent l'intégralité de nos maux aux rigi-

dités économiques (modalités de formation des salaires, des prix, d'affectation des facteurs de production, d'intervention de l'Etat, etc.) dans lesquelles beaucoup voient au contraire l'un des fondements de la croissance d'après-guerre et des conséquences encore limitées des errements actuels. Il en est qui mettent au premier plan l'évolution, favorable aux salariés, de la répartition du produit national à la fin des années 60. L'internationalisation et l'interpénétration accélérée des économies occidentales à partir de la seconde moitié des années 60 sont également invoquées, avec le dérèglement du système monétaire international et des modalités de fonctionnement des institutions monétaires nationales et internationales. L'autonomisation et l'industrialisation, réelles ou présumées, de certaines régions du tiers-monde, les phénomènes de délocalisation qui leurs seraient associées, font également partie des vastes ensembles d'explications avancées pour comprendre ce qu'on ne maîtrise guère, ou désigner des coupables.

Il n'est pas aisé de se reconnaître dans cette forêt d'explications, plausibles ou non, complémentaires ou contradictoires, surtout si on leur ajoute celles qui ont été oubliées et l'ensemble de leurs combinaisons logiques ou temporelles envisageables. Il est encore plus délicat de choisir, en fonction de présupposés théoriques ou d'observations statistiques plus ou moins suggestives, le type d'explication destiné à être privilégié. Un peu différente, la démarche présentée ici est dominée par l'idée suivante : ce n'est qu'en connaissant et en analysant mieux les mécanismes fondamentaux à l'œuvre dans la période de forte croissance de l'après-guerre, qu'il peut être envisagé de distinguer et de comprendre quelles altérations, quelles transformations ont pu jouer un rôle essentiel, empêchant que cette évolution se poursuive. De ce fait, l'analyse de la croissance économique d'après-guerre et de ses fondements est au cœur de la présente étude qui n'a certes pas l'ambition d'épuiser le sujet mais seulement d'en proposer une approche particulière de nature à en renouveler l'intérêt. A cette fin est présenté très sommairement un outil d'analyse du système productif inusité : le découpage en "sections productives". L'utilisation de cet instrument dans un cadre conceptuel approprié et quantifié permet de proposer une caractérisation simple et originale des grands traits de la croissance française d'après-guerre. Les modifications et les transformations de ces traits fondamentaux, telles qu'on peut les observer à la fin des années 60, suggèrent enfin un certain type de lecture des difficultés actuelles, qui présente l'avantage d'être simple ; mais nous ne pouvons ici l'approfondir et le développer aussi longuement qu'il conviendrait de le faire.

2. UN INSTRUMENT D'ANALYSE MACRO-ECONOMIQUE DU SYSTEME PRODUCTIF : LES " SECTIONS PRODUCTIVES ".

Il est traditionnel d'analyser l'économie en secteurs ou en branches. Il est proposé ici un mode de regroupement selon une logique très différente et

très simple. Les activités économiques de production S1 de biens d'équipement relèvent de la section 1 (section S1 des biens d'équipement), celles de production des biens de consommation relèvent de la section 2 (section S2 des biens de consommation). La production de biens intermédiaires relève, quant à elle, de la section 1 lorsque ces biens sont incorporés à la fabrication des biens d'équipement, de la section 2 lorsqu'ils sont incorporés à la fabrication de biens de consommation. Les activités de transport, de services, de commercialisation, relèvent de 1 ou 2 selon le même principe. On peut de la même façon regrouper dans une section exportatrice (S3) l'ensemble des activités ayant donné lieu à exportation, directement ou indirectement (contenu en consommations intermédiaires nationales des biens exportés). Ce système d'analyse sectionnel " ouvert " peut lui-même être mis en correspondance avec un système clos réduisant l'ensemble des activités en 2 sections seulement par réaffectation de la section exportatrice (S3) au prorata de la répartition fonctionnelle des importations (investissement, consommation) (1).

3. PRINCIPALES OBSERVATIONS SUR LA CROISSANCE D'APRES-GUERRE.

Trois observations semblent essentielles, dans ce cadre d'analyse, pour comprendre la croissance d'après-guerre en France :

- **la progression élevée, et de plus en plus régulière, du pouvoir d'achat** des salaires est à l'origine d'une dynamique remarquable de la consommation pendant cette période;
- la section S2 des biens de consommation est l'objet de transformations très importantes qui se traduisent par un rythme élevé, et régulier, de substitution travail indirect - travail direct (2).

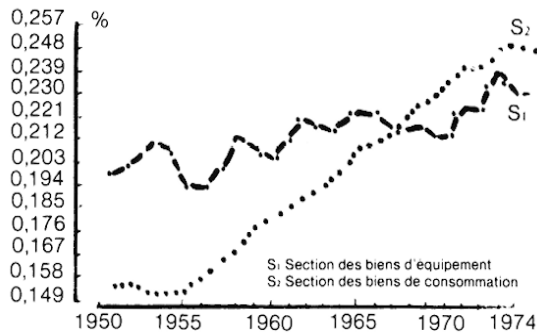
Il n'en va pas de même dans la section S1 dans laquelle la " composition - travail " (rapport du travail indirect au travail direct) demeure stable dans l'après-guerre à un niveau de départ plus élevé mais rejoint ensuite par celui de S2. **La dynamique de l'accumulation a donc été portée par S2, par l'importance de ses transformations. Ce mouvement débute en 1955 en France et se termine à la fin des années 60** (voir graphiques G1 et G2);

- **jusque dans la deuxième moitié des années 60 l'activité économique française a pour débouché central le marché intérieur**, la satisfaction des besoins nationaux. La croissance est " auto-centrée ", la dynamique économique y relevant alors largement de celle d'un système clos. La fin des années 60 est marquée par une rupture décisive : l'économie française se réoriente vers l'extérieur, perd peu à peu son autonomie, s'internationalise (voir graphiques G3 et G4).

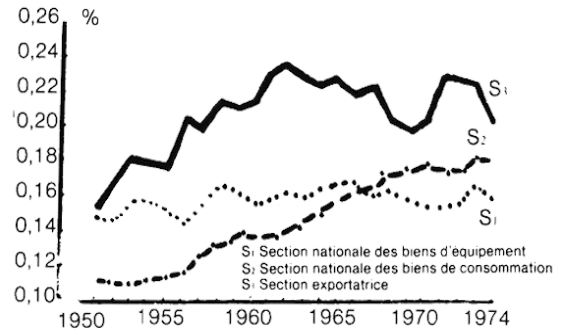
Des ces observations il découle que :

- la croissance plus rapide de S1 (et de l'investissement) a son origine dans S2, elle est la conséquence de ses transformations. Ce mode de fonctionnement articule de manière solide, cohérente, régulatrice, la

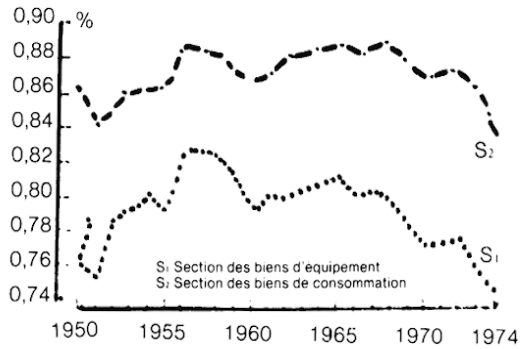
Graphique G1 : « Composition-travail » (travail vivant indirect/travail vivant direct), corrigée de l'accumulation nette, par grandes sections



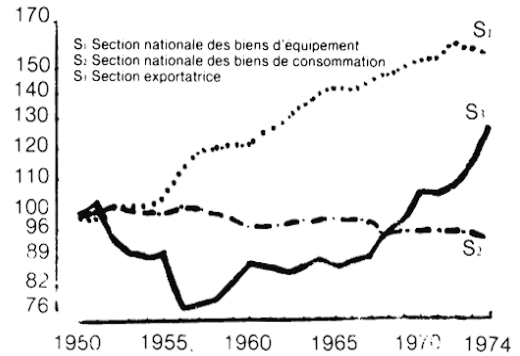
Graphique G2 : « Composition-travail » (travail vivant indirect/travail vivant direct), corrigée de l'accumulation nette, par grandes sections « nationales »



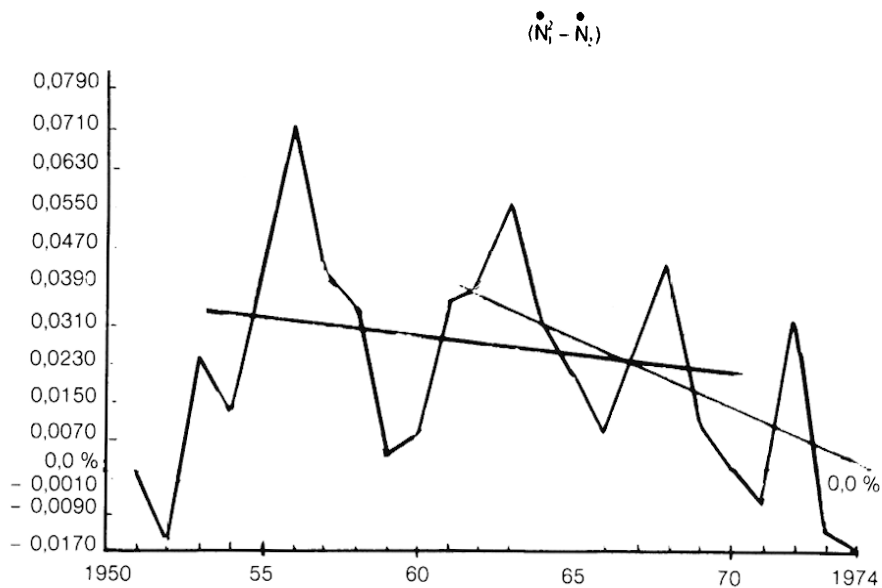
Graphique G3 : Taux de couverture apparent du marché intérieur par grandes sections



Graphique G4 : Effectif des grandes sections « nationale »
Indice base 100 en 1950
Echelle semi-logarithmique



Graphique G5 : Substitution travail indirect – travail direct dans S₂ (biens de consommation)



dynamique des salaires et de la consommation, à celle des profits et de l'investissement (voir graphique G4);

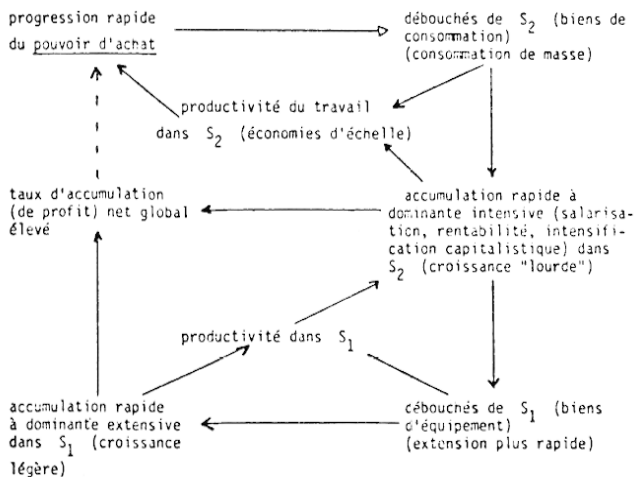
- en dépit de cette extension beaucoup plus rapide, les gains de productivité du travail dans S1 sont à peine égaux à ceux de S2 : le fondement de la croissance de la productivité pendant cette période doit être recherché également dans S2.

Ces observations permettent de caractériser le fonctionnement de l'économie française pendant cette période.

4. CARACTERISATION DE REGIME CENTRAL D'ACCUMULATION D'APRES-GUERRE.

a) Caractérisation qualitative

Après la période de reconstruction de l'immédiat après-guerre, l'économie française s'organise selon des mécanismes puissants, durables et favorables au consensus social, dont le mode de fonctionnement global, baptisé dans la suite " régime central d'accumulation d'après-guerre, peut être caractérisé comme suit :



Le schéma peut être " expliqué " économiquement :

- le développement des diverses formes d'organisation des travailleurs salariés favorise la progression du pouvoir d'achat. Les modalités de plus en plus collectives et institutionnelles des négociations salariales tendent à la généraliser, à l'uniformiser, à la régulariser;
- l'indexation, pratiquement acquise dans les faits, des salaires nominaux sur les prix supprime les effets pervers en retour des prix sur la consommation et les fluctuations économiques correspondantes;
- l'extension des formes collectives de la consommation tend à en régulariser l'évolution;
- la progression rapide et régulière de la consommation permet d'étendre et de généraliser des processus lourds mais performants (S2);
- ces nouvelles formes de production exigent, et engendrent, un bouleversement des modes de vie :

exode rural et urbanisation (habitat), généralisation du salariat et augmentation rapide de la consommation, mobilité et déplacement (automobile et infrastructure routière et urbaine), etc;

- les gains de productivité du travail et la progression du pouvoir d'achat associée favorisent l'apparition d'un consensus social large, celle de nouvelles couches sociales engendrées par la socialisation rapide de la production (tertiaire : transport, distribution, services, communications, dans S2 surtout), son extension et ses transformations rapides (activités de conception et d'ingénierie, de réflexion, d'analyse ou d'adaptation sociale);

- les institutions financières et monétaires sont elles-mêmes adaptées à ces évolutions selon des modalités qui les rendent possibles (collecte et transformation de l'épargne, nouvelles formes de crédit, modification et hiérarchisation du rôle des banques, etc.).

- l'accès aisé aux matières premières et aux sources d'énergie fossile à travers le monde est une condition nécessaire de ces transformations satisfaite par la stabilité et la maîtrise des rapports internationaux garantie alors par la suprématie américaine et facilitée par le caractère auto-centré de la croissance.

L'ensemble de ces traits peut être rapproché de certaines études menées au CEPREMAP (par R. Boyer en particulier) sur le concept de " régulation monopoliste ".

b) Caractérisation quantitative

L'utilisation d'un modèle d'analyse de la croissance en sections productives (3) permet de quantifier les résultats comme suit :

- le niveau élevé du taux d'accumulation (de profit) net tendanciel résulte de la conjugaison de deux faits essentiels : le caractère " lourd " de la croissance dans la section nationale des biens de consommation S2 (4) (substitution travail indirect - travail direct), l'efficacité productive (croissance intensive) de la section S1 des biens d'équipement. Le taux tendanciel de 7,5 % par an s'explique à raison de + 4,5 % par le premier phénomène qui est donc essentiel, de + 3,0 % par le second;

- la progression rapide du pouvoir d'achat a été rendue possible par l'efficacité productive élevée de S2 (+ 6,0 %) oblitérée cependant par la lourdeur des transformations capitalistiques nécessaires dans cette section (— 1,5 %);

- la lourdeur de la croissance dans S2 en assurant à S1 une extension rapide de ses débouchés explique qu'en dépit d'une efficacité productive (aptitude à faire des gains de productivité du travail) bien supérieure dans S2, le prix relatif des biens d'équipement ait pu décroître tendanciellement par rapport à celui des biens de consommation.

En bref le caractère lourd de la croissance dans S2 permet, seul, de comprendre le champ d'extension considérable qu'offrait au capital le régime central d'accumulation d'après-guerre, et le niveau élevé de profitabilité globale qu'il autorisait. Ce point est

essentiel pour comprendre la période, et les difficultés ultérieures. L'efficacité productive très élevée de la section S2 des biens de consommation était à l'origine de la progression rapide et régulière du pouvoir d'achat pendant cette même période ; en outre elle incitait aux transformations lourdes de cette section en les rendant hautement profitables et relativement sûres (régulation monopoliste).

Enfin les effets pervers, dynamiques, consécutifs à la lourdeur de la croissance dans S2, sans être insignifiants, opéraient trop lentement (en particulier sur le taux de profit tendanciel) pour engendrer rapidement une crise grave : ils étaient limités à la montée lente, mais certaine, de tensions croissantes sur le partage des revenus.

5. LA FIN DU REGIME CENTRAL D'ACCUMULATION D'APRES-GUERRE ET SES CONSEQUENCES.

a) Trois évolutions décisives

La deuxième moitié des années 60 est marquée par trois transformations très importantes qui impliquent des changements majeurs dans les modalités générales de la croissance et de la régulation économique :

- tout d'abord **la dynamique de l'accumulation dans S2 (substitution travail indirect - travail direct) s'affaiblit rapidement jusqu'à s'annuler au début des années 70** (voir graphique G5). Ainsi, l'un des moteurs essentiels de l'accumulation et des profits pendant l'après-guerre ralentit puis s'arrête. Une certaine compensation a lieu quelque temps dans la section exportatrice S3, mais ce relais est temporaire et insuffisant : il n'y a plus une base aussi solide et importante de l'accumulation et des profits, ni la même articulation macroéconomique puissante entre investissement et consommation, salaires et profits;

- **l'économie est atteinte d'un vaste mouvement d'internationalisation.** Ce sont les activités exportatrices qui se développent. Cette mutation rapide annonce la remise en cause inévitable des fondements de la régulation monopoliste nationale;

- enfin la montée **d'un puissant mouvement populaire** qui se déploie et s'organise **transforme les modalités de la répartition des revenus** et, d'une manière plus mesurée et ambiguë, les conditions de la croissance antérieure (organisation du travail, "qualité de la vie", etc.). L'initiative revient ainsi, au moins partiellement, aux salariés : apparaissent de graves difficultés de partage du revenu net et les conséquences accrues (pour les entreprises), dans ce mode de fonctionnement, des contradictions dynamiques internes de la croissance lourde. Le fonctionnement du régime central d'accumulation d'après-guerre était donc menacé, des changements importants et difficiles nécessaires, une crise d'adaptation douloureuse inévitable.

b) Les conséquences de la fin du régime central d'accumulation d'après-guerre.

Les altérations du régime d'accumulation d'après-guerre le transformaient lentement : le choc pétrolier de 1973-74 devait accélérer brutalement ce processus et révéler les difficultés déjà amplifiées par le passage au modèle de plein-emploi par ajustement de l'investissement. L'événement principal n'est pas la "crise de l'énergie", parfaitement inexistante alors, mais son augure et le choc qu'elle engendre, qui fait passer d'une crise larvée et rampante à un état de crise ouvert et général.

Elle se traduit par :

- **une crise de l'accumulation et de la profitabilité d'ensemble** : le rétrécissement progressif du champ d'accumulation profitable privilégié qu'avait été jusque là la section S2 n'est que partiellement et temporairement remplacé dans la section exportatrice S3. Le taux d'accumulation (et de profit) tendanciel global s'effondre, ce qui rend plus rude encore un affrontement déjà sévère sur le partage des revenus, crée de fortes tensions inflationnistes, engendre d'importants mouvements de réorganisation du capital (concentrations, restructurations, etc.);

- **une montée rapide du chômage** : l'affaiblissement de la dynamique de l'investissement est accompagné d'une réduction sensible de la progression de l'emploi qui se traduit, compte-tenu de l'importance des nouvelles générations d'actifs, par une création insuffisante de postes de travail;

- un renversement dans l'évolution des prix relatifs : la faiblesse de l'efficacité productive de S1 par rapport à S2, voilée jusque là par les économies d'échelle permises par son extension plus rapide, transparait désormais pleinement de sorte que le prix des biens d'équipement s'élève plus vite que celui des biens de consommation, à l'inverse de ce qui se passait jusque là.

Cette dernière évolution est peu favorable à l'investissement et à une reprise de la dynamique de l'accumulation. L'extension du chômage finit, elle, par peser sur la progression du pouvoir d'achat. Les modalités organisationnelles et institutionnelles de la "régulation monopoliste" sont ainsi peu à peu altérées, transformées : le rempart qu'elles opposaient à l'apparition de processus récessifs cumulatifs est ébranlé, pourrait bien s'effondrer.

6. UN ESSAI DE CARACTERISATION DE LA CRISE

Les trois thèmes essentiels précédents appellent les questions suivantes :

- quelles sont les causes de l'affaiblissement constaté de la dynamique de l'investissement dans S2 ?

- Comment peut-on expliquer l'internationalisation rapide de l'économie dans la deuxième moitié des années 60 ?

- Quel a été le rôle et le poids du mouvement social de la fin des années 60 dans cette évolution ?

a) L'affaiblissement de la dynamique de l'investissement dans S2.

Trois mécanismes explicatifs sont proposés :

- une tendance " autonome " : à une **révolution** des conditions de production dans S2 (transformation capitaliste et capitaliste de cette section), dans un cadre principalement national et les modalités de régulation associées, succède une simple **évolution**, plus calme, plus locale, utilisant les changements techniques et organisationnels les plus récents. Ceci se traduit tout naturellement par un affaiblissement progressif de l'investissement, de la substitution travail indirect-travail direct;
- les effets de l'internationalisation de la production sur l'investissement sont surtout négatifs : le passage de la régulation monopoliste nationale à de nouvelles formes, encore faiblement organisées, de régulation, dans un premier temps concurrentielles et internationales, ne rend pas aisée la décision d'investissement et la prévision économique dans un univers très incertain, peu maîtrisé, faiblement régulé;
- la montée des revendications sociales, les tensions sur la répartition après 1968, ont vraisemblablement joué un rôle en rendant plus difficile la mobilisation par les entreprises des ressources nécessaires pour de nouveaux investissements dont la rentabilité était en outre plus aléatoire (changement de modalités de régulation, internationalisation) et plus faible (ce sont les entreprises qui supportent alors le poids de l'augmentation des coûts de reproduction interne du système productif).

De ces trois mécanismes le premier paraît avoir été le plus important et le plus décisif, le troisième l'ayant ensuite aggravé et accéléré, le second en ayant enfin amplifié les conséquences et écarté les solutions simples.

b) L'internationalisation de l'économie française

Quatre explications sont avancées :

- un simple prolongement du mouvement incessant de socialisation de la production. A une longue phase d'uniformisation des conditions de production et de consommation dans l'ensemble français succède le même mouvement à l'échelle mondiale : la croissance " nationale " trouve son prolongement naturel dans la croissance " internationale ". Cette explication a le mérite de la simplicité et permet de

comprendre l'ampleur du mouvement mais non son éclatement brusque à partir de 1967-68;

- l'extension internationale aurait servi d'exutoire aux difficultés intenses naissantes, conséquences du rétrécissement du champ de l'accumulation (dans S2) d'une part, des tensions sociales et de l'assombrissement des perspectives de profit d'autre part;
- l'interpénétration des capitaux, rapidement croissante depuis le début des années 60, ne pouvait manquer d'engendrer à terme celle des appareils de production;
- de nombreuses mesures de politique économique ont favorisé alors la recherche des marchés extérieurs (généralisation de la TVA, crédits et garantie à l'exportation, dévaluation de 69 dans le cas de la France, etc.).

c) Le mouvement social de la fin des années 60

S'il est vrai qu'un des effets de ce mouvement fût de relancer l'économie française alors quelque peu lancinante, la pression des salariés accentuait les tensions sur la répartition du revenu net comme sur son utilisation (investissement), ne permettait plus de maintenir les taux de profits antérieurs, obligeait les entreprises à supporter la totalité des conséquences coûteuses du régime central d'accumulation d'après-guerre.

Ce n'est donc pas à l'étranger mais en France même que doivent être recherchées d'abord les causes des difficultés actuelles. Cependant, le choc pétrolier, en mettant en phase les économies de plusieurs grands pays qui connaissaient des difficultés analogues au même moment (RFA, Japon, Italie, en particulier), a révélé les faiblesses et les déséquilibres à venir, les a exacerbés. Mais cette histoire économique commune, ou voisine, des principaux pays occidentaux, n'est pas celle des Etats-Unis, dont le régime d'accumulation était différent, comme le sont leurs difficultés actuelles.

La crise actuelle n'est donc pas un petit incident sans importance dont les économies occidentales pourraient se dégager spontanément, rapidement et durablement ; elle est une mutation plus fondamentale, dont l'issue n'est pas prédéterminée et unique, mais impliquera une transformation importante des modalités présentes de fonctionnement et de régulation économiques.

NOTES

(1) Sur ce mode de classement, les hypothèses correspondantes et les résultats statistiques qui en sont issus, voir SEF, n° 35, Revue du Ministère de l'Economie, 1978 : "Une nouvelle approche de la croissance française d'après-guerre : l'analyse en sections productives". La présentation du cadre sectionnel y est développée beaucoup plus longuement.

(2) Est appelé travail direct celui mis en œuvre directement dans la section concernée au cours de l'année, travail indirect celui inclus dans les équipements mis en œuvre au cours de la même période et dans les conditions de production prévalant alors.

(3) L'exposé de ce modèle peut être trouvé dans " Accumulation et croissance en moyenne et longue périodes. Analyse formelle en sections productives ". H. Bertrand, Direction de la Prévision, note brochée, mars 1980.

(4) Qui se traduit également par une progression rapide du salariat dans la section S2 : le taux de salarisation y passe de 51% en 1959 à 70% en 1974.